

INDIVIDUAL CONSULTANT PROCUREMENT NOTICE



Date : 14/09/2021

Pays : Côte d'Ivoire

Description des tâches : RECRUTEMENT D'UN(E) CONSULTANT(E) NATIONAL(E) EN VUE DE LA REALISATION D'UNE ENQUETE DE PERCEPTION SUR LA COHESION SOCIALE DANS LES ZONES DE RETOUR DE L'OUEST ET LE SUD-OUEST

Numéro du projet : CIV 10-00116775 – Projet d'appui à la prévention des crises et à la consolidation de la cohésion et de l'inclusion sociale

Durée du contrat/services (si applicable) : La durée de la prestation sera de 30 jours ouvrable

Les offres devront être soumises avec la mention :

« CONSULTANT(E) NATIONAL(E) EN VUE DE LA REALISATION D'UNE ENQUETE DE PERCEPTION SUR LA COHESION SOCIALE DANS LES ZONES DE RETOUR DE L'OUEST ET LE SUD-OUEST »

Par email aux adresses : procurement.offers.ci@undp.org et procurement.ci@undp.org ou physiquement à l'adresse indiquée ci-dessous :

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
Angle Avenue Marchand, Rue Gourgas Plateau en face de la radio
01 BP 1747 ABIDJAN 01
COTE D'IVOIRE

Les offres placées sous plis scellés distincts devront nous parvenir au plus tard le 28 Septembre 2021 à 17h00 et comprendront :

- Une proposition technique : le CV avec 3 personnes références (adresse mail + contact de la personne référente), une note méthodologique détaillée, l'organisation du déroulement des travaux et la capacité à réaliser ce type de travail
- Une proposition financière

Si vos propositions techniques et financières ne sont pas scellées dans des enveloppes séparées, ou dans deux dossiers distincts par mail, votre offre sera rejetée.

[Les offres reçues par un autre canal que celui mentionné ci-dessus seront automatiquement rejetées.](#)

Si vous avez besoin d'informations complémentaires, vous pouvez soumettre vos questions par écrit à l'adresse indiquée ci-dessus ou par mail à procurement.ci@undp.org ; nous nous efforcerons de vous les fournir rapidement. Cependant, tout retard dans la transmission de ces informations ne pourrait en aucun cas constituer un motif de report.

L'offre technique devra inclure les informations et documents nécessaires à l'exécution de la tâche à accomplir :

1. Qualification et expérience (40 points)
2. Plan de travail (10 points)
3. Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR (50 points)

Votre offre financière doit être dans un document séparé de l'offre technique.

Le dépouillement s'effectuera en deux étapes :

Le dépouillement des offres techniques :

Les offres techniques seront évaluées sur la base des critères d'évaluation ci-dessous. Seules les offres techniques ayant totalisé au moins 70/100 points seront retenues pour l'évaluation financière.

Le dépouillement de l'offre financière :

Le/La Candidat.e techniquement qualifié.e ayant obtenu le meilleur score à l'issue de la pondération de l'offre technique et de l'offre financière seront retenu.e.

Les critères d'évaluation technique

Récapitulatif des formulaires d'évaluation des Propositions techniques		Note maximum	Consultant.e.s				
			A	B	C	D	E
1.	Qualification et expérience	40					
2.	Plan de travail	10					
3.	Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR	50					
Total		100					

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique -- Formulaire 1		Note maximum	A	B	C	D	E
Expertise / Qualification et expérience dans le domaine							
1.1	Diplômes et références clés	20					
1.2	Expertise avérée dans le domaine de la consolidation de la paix	20					
Total		40					

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique – Formulaire 2		Note maximum	Consultant.e.s				
			A	B	C	D	E
Plan de travail							
2.1	Le plan de travail est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence ?	10					
Total		10					

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique Formulaire 3		Note maximum	Consultant.e.s				
			A	B	C	D	E
Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR							
2.1	La proposition montre-elle une compréhension générale des activités à mener ?	10					
2.2	La proposition comprend-elle un cadre méthodologique cohérent et une structure précise des résultats attendus ?	10					
2.3	La présentation est-elle claire et la succession des activités ainsi que leur planification sont-elles logiques, réalistes et augurent-elles suffisamment d'une bonne exécution des tâches ?	20					
2.4	Le Plan d'exécution (Chronogramme) des tâches est-il précis et cohérent ?	10					
Total		50					



**TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN(E)
CONSULTANT(E) NATIONAL(E) EN VUE DE LA REALISATION D'UNE
ENQUETE DE PERCEPTION SUR LA COHESION SOCIALE DANS LES
ZONES DE RETOUR DE L'OUEST ET LE SUD-OUEST**

1. Rappel du contexte et justification

Neuf ans après le début de la post crise électorale ivoirienne, la situation politique et sécuritaire s'est améliorée, et un grand nombre de réfugiés ivoiriens cherchent à s'installer dans leur patrie en dignité et en paix. Selon le rapport consolidé du HCR N°29 du 31 Juillet 2018, depuis 2015, plus de 29.803 réfugiés ivoiriens ont été rapatriés, principalement du Libéria et d'autres pays de la sous-région, faisant des régions de l'Ouest et du sud-ouest les principales régions de retour. Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de solutions durables, plusieurs interventions ont été engagées pour la réintégration durable des personnes déplacées et rapatriés en Côte d'Ivoire. Alors que des efforts sont déployés pour endiguer les conflits qui ont causé le déplacement, il reste encore beaucoup à faire à la fois économiquement et socialement pour combler les gaps des besoins des personnes rapatriées et pour répondre aux défis de la lutte contre la pauvreté et la consolidation de la cohésion sociale dans les zones de retour ou de réinstallation.

Le projet d'appui à la prévention des crises et à la consolidation de la cohésion et de l'inclusion sociale est mis en œuvre par le PNUD, en partenariat avec le HCR et vise à consolider les acquis de la première phase du projet par le suivi et le renforcement des mécanismes de durabilité. Il contribuera également à la stabilisation post-crise dans les zones de retour à travers des actions de prévention des crises, de consolidation de la cohésion sociale et de la cohabitation pacifique.

L'initiative s'inscrit dans une dynamique de réintégration socioéconomique durable des personnes rapatriées, de prévention des conflits inter et intra-communautaires, la migration irrégulière, la radicalisation des jeunes et le renforcement de la coexistence pacifique dans les zones de retour. Il contribuera significativement à la restauration de la cohésion sociale et de la coexistence pacifique dans les zones cibles pour contribuer à un climat apaisé avant, pendant et après les élections générales de 2020. D'une durée de 32 mois, le projet bénéficie d'une contribution financière de plus de 2.7 millions d'Euros de la République Fédérale d'Allemagne. Les interventions du projet portent principalement sur : i) Le renforcement de la cohésion sociale et la coexistence pacifique par le dialogue communautaire et l'accès aux infrastructures sociales de base ; ii) La réintégration socioéconomique des personnes rapatriées dans les communautés d'accueil ; et iii) La promotion de l'entrepreneuriat jeune à travers la formation professionnelle et la création de micro-entreprises.

Le projet prend en compte la dimension genre aussi bien dans le choix des bénéficiaires que dans la nature même de ses interventions. Les principaux partenaires gouvernementaux sont le Ministère de la réconciliation et de la cohésion nationale, Ministère des Affaires Etrangères, à travers la Direction d'Aide et d'Assistance aux Réfugiés et Apatrides (DAARA), et le Ministère du Plan et du Développement, son Office Nationale de la Population (ONP), le ministère de la promotion de la jeunesse, de l'emploi des jeunes et du service civique, du Ministère de la femme de la famille et de l'enfant. Un partenariat a été établi avec Neuf (9) Organisation Non Gouvernementale (ONG) pour l'opérationnalisation des actions de terrain. Il s'agit de ODAFEM, DRAO, ASAPSU, PEHE, CASES, ANADER DANANE, ANADER GUIGLO, EICF et GFM3.

2. Historique du projet

Le projet démarré en 2017 s'était focalisé sur la réintégration des personnes rapatriées et en favorisant la cohésion sociale dans les localités de retour. Aux termes de cette première phase en 2019, et au vu des résultats satisfaisants enregistrés en matière de cohésion sociale, la République Fédérale de l'Allemagne a accepté d'accompagner à travers une seconde phase et ce jusqu'en février 2022, le gouvernement de Côte d'Ivoire dans cette dynamique en renforçant le volet de la sensibilisation à la cohésion sociale et à la cohabitation pacifique aussi bien entre les personnes rapatriées et les populations hôtes mais surtout entre toutes les communautés vivants dans les régions Ouest et Sud-Ouest du pays. En plus des actions favorisant la création de cadres d'échanges permanents entre les communautés, des opportunités d'activités génératrices de revenus ont été développées en faveur des jeunes hommes et jeunes femmes afin de soutenir et consolider la cohabitation pacifique.

De façon générale, l'on peut noter que le projet a pu mener des activités dans 161 localités, issues de 6 départements et 3 régions administratives. Le dispositif d'alerte précoce dans les 6 départements est fonctionnel avec les 34 comités de paix et de protection mis en place, et animés par 500 relais communautaires dont 173 femmes. Plus de 264 000 personnes sont mieux outillées et engagées dans les activités de cohésion sociale, de prévention et de gestion des conflits et 97 conflits communautaires y ont été résolus par des méthodes endogènes et inclusives de résolutions de conflits avec l'appui des relais communautaires. Enfin, plus de 25 000 personnes ont accès à des services sociaux offerts à travers 06 infrastructures communautaires réhabilitées (Education, santé, hydraulique, protection sociale).

Toutefois, il importe de noter que les indicateurs de menace qui sont les conflits fonciers, l'incivisme et l'oisiveté des jeunes, les conflits politiques, intragénérationnels, intra et intercommunautaires, et les conflits de chefferie, sont encore existants et persistants. Il apparait dès lors important pour le projet d'apprécier la perception des communautés sur le niveau de cohabitation pacifique dans les localités de mise en œuvre. Aussi, il s'agira de mesurer la contribution du projet à la consolidation de la cohésion sociale et la cohabitation pacifique et mesurer les défis résiduels.

3. Objectifs

L'objectif général de l'enquête est d'avoir le niveau de perception des populations, hommes et femmes des départements de Toulepleu, Danané, Zouan-Hounien, Guiglo, Bolequin et Tabou, sur la cohabitation entre populations hôtes et rapatriés.

De façon spécifique, il s'agit de/d' :

- Identifier les besoins et attentes des populations cibles ;
- Mesurer et estimer le degré de satisfaction globale des populations ;
- Estimer le niveau de satisfaction des populations par ligne de service ;
- Connaître les motifs des insatisfactions enregistrées.

4. Tâches du/de la consultant.e

Sans être exhaustif, le/la consultant.e devra :

- Rédiger les questionnaires de l'enquête ;
- Définir la taille représentative de l'échantillon ;
- Définir et mettre en œuvre la technique de collecte appropriée ;

- Rencontrer les populations ciblées pour échanger le cas échéant sur les réponses aux questionnaires ;
- Dépouiller les questionnaires ;
- Contrôler les données collectées et les réponses ;
- Anticiper sur les risques d'erreurs et de biais ;
- Procéder aux analyses quantitatives et qualitatives des données recueillies ;
- Faire les recommandations idoines, le cas échéant ;
- Produire un rapport de démarrage après le début de la mission ;
- Produire un rapport provisoire un mois après le début de la mission et un rapport définitif de fin de mission intégrant les observations, deux semaines après le rapport provisoire.

5. Résultats attendus

Les résultats attendus sont :

- Les besoins et attentes des populations cibles sont identifiés ;
- Le degré de satisfaction globale des populations est mesuré et estimé ;
- Le niveau de satisfaction des populations par ligne de service est estimé ;
- Les rapports sont transmis dans les délais.

6. Profil du/de la consultant.e

Il est recherché pour ce mandat un.e consultant.e:

- Ayant au moins cinq (05) ans d'expérience dans le domaine des enquêtes ;
- Ayant conduit avec succès plusieurs enquêtes dans les domaines similaires ;
- Avoir réalisé au moins trois (03) mandats similaires ;
- Capable de faire preuve de leadership, de ténacité et de diplomatie dans l'obtention des informations ;
- Être capable de travailler en toute confidentialité, discrétion et dans le respect des délais ;
- Le Consultant pourra proposer tout autre personnel d'appui qu'il juge utile à l'enquête. La rémunération de ce personnel d'appui sera comprise dans celle du consultant clé.

7. Livrables

- Un rapport de démarrage deux semaines après le début de la mission ;
- Un rapport provisoire un mois après le début de la mission ;
- Un rapport définitif une semaine après le rapport provisoire ;
- Les questionnaires remplis des cibles.

8. Durée de la mission

L'évaluation se déroulera à partir du mois de septembre 2021 et s'étendra sur 30 jours ouvrés.

9. Paiement

Délivrables	Délais	Montant
Rapport de démarrage	A 3 jours ouvrés du début de la mission	20%
Rapport provisoire	Après 20 jours ouvrés à partir du début de la mission	50%
Rapport final de l'étude	A la fin du contrat dès la remise du rapport final	30%

NB : Tous les rapports sont validés et certifiés avant paiement.

10. Modalité de soumission

Le dossier de candidature devra être constitué de :

i. Une offre technique incluant :

- Une lettre de soumission de la proposition technique
- La description et présentation du/de la consultant.e
- Les références de missions similaires
- L'approche méthodologique
- Les CV du consultant avec les références clés (contact email et téléphone d'au moins trois personnes référentes)
- Le calendrier d'exécution de la mission

ii. Une offre financière incluant :

- La lettre de soumission de la proposition financière
- Une offre financière forfaitaire prenant en compte tous les coûts liés à la réalisation de l'activité

11. Critères d'évaluation des offres techniques et financières

a) Le nombre de points attribués pour chaque critère technique est le suivant :

La sélection sera faite sur la base des critères suivants :								
Récapitulatif des formulaires d'évaluation des Propositions techniques			Note maximum	Consultant				
				A	B	C	D	E
1.	Qualification et expérience		40					
2.	Plan de travail		10					
3.	Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR		50					

Total		100						
Formulaire d'évaluation de la Proposition technique -- Formulaire 1		Note maximum	A	B	C	D	E	
Expertise / Qualification et expérience dans le domaine								
1.1	Diplômes et références clés	20						
1.2	Expertise avérée dans le domaine de la consolidation de la paix	20						
Total		40						
Formulaire d'évaluation de la Proposition technique – Formulaire 2		Note maximum	Consultant					
			A	B	C	D	E	
Plan de travail								
2.1	Le plan de travail est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence ?	10						
Total		10						
Formulaire d'évaluation de la Proposition technique Formulaire 3		Note maximum	Consultant					
			A	B	C	D	E	
Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR								
2.1	La proposition montre-elle une compréhension générale des activités à mener ?	10						
2.2	La proposition comprend-elle un cadre méthodologique cohérent et une structure précise des résultats attendus ?	10						
2.3	La présentation est-elle claire et la succession des activités ainsi que leur planification sont-elles logiques, réalistes et augurent-elles suffisamment d'une bonne exécution des tâches ?	20						
2.4	Le Plan d'exécution (Chronogramme) des tâches est-il précis et cohérent ?	10						

Total	50						
-------	----	--	--	--	--	--	--

b) Evaluation des offres

Seules les candidatures ayant obtenu une note au moins égale à 70 points sur le total des 100 points seront retenues pour une analyse financière.

La méthode d'évaluation qui sera utilisée est celle de la pondération de la note obtenue à l'évaluation technique et à l'évaluation financière.

Une proposition financière sur la base d'un montant forfaitaire incluant (les honoraires, les frais de voyage, les indemnités journalières/perdiems et autres frais relatifs à la mission dans les localités de l'intérieur du pays).

DETAIL DES COUTS :

Détail des couts par élément Consultant National :

Elements	Coût Unitaire	Quantité	Cout total pour la durée du Contrat
I. Coûts du Personnel			
Honoraires			
Communications			
Transport			
Mission de terrain			
Autres (Mentionner svp)			

N/A : Non Applicable

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.